

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Corbeil-Essonnes

Torturés par les flics

Il est des faits qui font réfléchir. Ceux que nous portons à la connaissance de nos lecteurs, en page 3, sont de ceux-là.

Quand des flics, chargés de défendre les intérêts du pouvoir en place, en arrivent à commettre de tels actes, à torturer des jeunes pendant 48 h, c'est le régime lui-même qui est remis en cause.

Et au même moment, un nommé Combrisson, membre du PCF, maire de Cor-

beil et député, «demande à Monsieur le ministre de l'Intérieur quelles mesures il compte prendre non seulement pour maintenir les effectifs de police en place à Corbeil-Essonnes, mais pour les accroître en fonction des besoins nouveaux» !

De quoi faire réfléchir aussi sur le gouvernement «démocratique» que nous promettent les dirigeants du PCF...

(Voir notre interview page 3)

Mobilisation contre les mesures du gouvernement

FRANÇAIS-IMMIGRES, EGALITE DES DROITS (VOIR PAGE 3)



L'interdiction de la venue des familles des immigrés en France, c'est une atteinte intolérable aux droits de l'homme :

Un éboueur, originaire du Mali, est en France depuis 5 ans. Sa femme et ses enfants sont restés là-bas. Cela fait 5 ans qu'ils ne les a pas revus. Il éprouve beaucoup de difficultés à s'exprimer en français. De plus, il est en traitement : il subit deux fois par semaine des dialyses ; sans cela c'est la mort immédiate. Pour se sortir d'affaire médicalement, il désire tenter une greffe rénale. Or, les techniques opératoires dans ce domaine sont telles qu'il n'a à peu près qu'une chance sur deux de s'en sortir. Il est parfaitement conscient qu'il risque de laisser sa vie. C'est pourquoi, il désire que sa femme et ses enfants viennent en France. Or, avec les nouvelles mesures du gouvernement français, il risque de mourir sans revoir ni sa femme ni ses enfants.

De tels faits sont intolérables.

Tito à Paris

Pourquoi ?

Tito arrive ce mercredi à Paris, en visite officielle. Sa dernière visite officielle en France remonte à 1956, avant l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Il y eut toutefois entre temps une «visite de travail» que rendit Tito à Pompidou.

Ce n'est pas par hasard que Tito arrive en France aujourd'hui. Le porte-parole de l'Élysée a déclaré que cette visite permettra à la France «d'affirmer l'importance qu'elle attache, pour la sécurité et la stabilité de l'Europe, au maintien de l'indépendance de la Yougoslavie, pays socialiste et non-aligné».

La Yougoslavie n'est plus un pays socialiste, mais c'est bel et bien un pays non-aligné, qui essaie de garder ses distances vis-à-vis des deux superpuissances, les USA et surtout l'URSS. C'est cette question de l'ombre des deux superpuissances qui pèse sur l'Europe et la paix dans le monde qui sera au cœur des entretiens.

Les discussions porteront, en effet, sur la détente, le désarmement, le dialogue Nord-Sud, le Proche-Orient et enfin sur les voyages que Tito vient de faire en URSS et en Chine.

A Antenne 2, lundi soir, le président yougoslave a déclaré que «la situation inter-

nationale demeure toujours très préoccupante». Il a cité l'exemple du Moyen-Orient et de Chypre et il a ajouté : «Le prétendu souci de paix (affirmé par les deux superpuissances) est incompatible avec les efforts visant à perfectionner sans cesse de nouvelles armes encore plus destructrices».

Bien sûr, le discours de Tito ne fut pas sans ambiguïté puisqu'il a aussi déclaré : «Certains signes encourageants se sont manifestés ces derniers temps. Je pense aux rencontres qui ont lieu actuellement aux Nations-Unies, aux entretiens entre les représentants de l'URSS et des USA, qui ont abouti à une certaine amélioration de leurs relations». Compter sur les entretiens entre les deux superpuissances pour faire face au danger que font courir ces mêmes superpuissances, c'est une dangereuse illusion.

Toutefois, il fut intéressant d'entendre un chef d'État européen mettre publiquement en garde contre le danger de guerre que font courir au monde les deux superpuissances qui s'arment sans compter. Ce sera sans doute là le point positif de la visite de Tito en France.

ESPAGNE

Suarez, Carillo, alliance contre les travailleurs

Tous les représentants de la bourgeoisie espagnole étaient au rendez-vous samedi pour discuter du programme politique présenté par le gouvernement.

Dimanche ils étaient tous d'accord sur les grandes lignes du programme.

Selon le communiqué, issu de la réunion, les différents participants sont tombés d'accord sur les trois points suivants :

- Accord sur le «diagnostic de la situation économique du pays qualifiée de grave» ;

- Accord sur la «nécessité de répartir équitablement entre tous les groupes sociaux le coût des mesures destinées à surmonter la crise» ;

- Accord pour prendre des «mesures monétaires, financières et de lutte contre le chômage pour équilibrer l'économie en deux ans par une réduction de l'inflation, du chômage, et le rétablissement de la balance des paiements».

Les mesures concrètes prises pour rendre effective cette dernière disposition montrent la nature de ce nouveau programme bourgeois :

- Limitation de la hausse des salaires entre 20 et 22 % (l'augmentation du coût de la vie sera de plus de 30 % en 1977) ;

- Les entreprises seront autorisées à licencier 5 % de leurs effectifs ;

Ainsi, sous le prétexte d'une lutte contre le chômage, ce plan entérine le droit aux licenciements.

Cet accord est le meilleur moyen trouvé par la bourgeoisie pour maintenir ses profits en voulant faire payer la crise aux travailleurs. Pour cela elle fait appel à l'unité de toutes les couches sociales : tout le monde doit payer. On sait ce que cela veut dire de la part de bourgeois.

Ce texte est issu d'un rapport présenté par le gouvernement Suarez auquel se sont ralliés tous les partis bourgeois dont le Parti socialiste et le Parti communiste.

Quand il s'agit de préserver les profits, tous les bourgeois savent bien s'entendre.



Sondage

Les travailleurs consomment moins de beurre et d'huile

La consommation de beurre a diminué de 3 % en France durant le premier semestre 1977. Celle de l'huile a baissé de 6 %. Par contre, la consommation de margarine augmentait de 1 %. Tels sont les résultats d'un sondage officiel.

Cette évolution est sensible surtout dans l'Ouest, le Nord, la Région parisienne, le Centre-Ouest.

La margarine est meilleure marché que le beurre et l'huile. La baisse de consommation de ces deux derniers produits traduit l'appauvrissement de nombreux travailleurs.

• Creil (Oise)

1 585 familles sans chauffage

1 585 familles sont privées de chauffage à Creil. Ceci se passe au domaine des Hautes-Haies. La société chauffagiste a en effet refusé d'allumer le chauffage depuis le début du mois. Elle a également annoncé qu'elle ne respectera pas le contrat de chauffe prenant effet le 15 octobre prochain.

La société de chauffe prétend que la société gérante du domaine n'a pas payé les factures de chauffage depuis 1977. La société gérante, elle, accuse 45 % des locataires de ne pas payer le loyer. L'amicale de locataires dément ces affirmations. Par ailleurs, elle dénonce les loyers élevés et la très mauvaise qualité des appartements.

Ainsi donc, les locataires ne sont pas chauffés et risquent de ne pas l'être encore malgré l'arrivée du froid.

Nucléaire

Nouvelle panne de «Phénix» à Marcoule

La nouvelle a filtré vendredi : depuis le 31 août le surrégénérateur «phénix» est à nouveau en panne.

D'après le CEA, la panne porte sur l'un des échangeurs de chaleur. La remise en service devant avoir lieu partiellement d'ici la fin de l'année. Ce n'est qu'au printemps 78, quand les échangeurs seront tous réparés, que le surrégénérateur devrait fonctionner à sa pleine puissance.

Depuis septembre 73, c'est la quatrième panne de «Phénix». La dernière s'était produite en 76. Les pannes dans les échangeurs peuvent produire des fuites de sodium. Or, le mélange de sodium et d'eau est susceptible de provoquer une violente explosion.

Outre le silence observé sur cette dernière panne, la fréquence des pannes montre que les problèmes de sécurité ne sont en rien résolus. Avant même d'avoir maîtrisé ces problèmes sur l'actuel «Phénix», EDF va construire «Superphénix» qui est 5 fois plus puissant. Un scandale.

Prisons

Les 5 éducateurs de Fleury-Mérogis sanctionnés

Les sanctions prononcées contre les cinq éducateurs qui avaient aidé les détenus sont : avertissement pour M.O. Hollet ; pour H. Crie et P. Pottier, non-titularisation et mutation ; pour J-P Sanson, mutation d'office ; P. Friton est relaxé.

Ces sanctions ne sont que des propositions. La décision revient à Peyreffitte, ministre de la Justice. Malgré cela, Erbes, directeur du personnel de l'Administration pénitentiaire, décidait de muter les 5 éducateurs, en violation des règlements. Un directeur de la prison de Fleury-Mérogis leur interdisait en outre de reprendre leur service.

Les 5 éducateurs et leur syndicat ont demandé à rencontrer Peyreffitte et vont porter plainte contre un directeur de Fleury-Mérogis.

D'autre part, l'Administration pénitentiaire a sommé 50 éducateurs de s'expliquer sur leur participation au rassemblement de soutien de leurs 5 camarades.

**QUAND VOUS AVEZ LU
LE QUOTIDIEN
FAITES-LE LIRE AUTOUR
DE VOUS**



• Berlin-Est

Explosion de colère dans la jeunesse

«Une fête de la joie de vivre» — c'est ainsi que les autorités est-allemandes ont décrit la fête nationale, cé-

lébrée vendredi dernier, 7 octobre, à Berlin-Est.

Mais les jeunes n'ont aucune joie de vivre dans un

régime qui ne leur offre d'autre avenir qu'une soumission totale à l'ordre dicté par Moscou. Et leur colère a explosé.

Selon des témoins, des incidents ont éclaté dans la soirée de vendredi entre les forces de l'ordre et des groupes de jeunes gens, exaspérés, semble-t-il, par la suppression arbitraire d'un concert de musique moderne. Ils ont dénoncé la répression qui se déchaîne depuis l'expulsion du chanteur Wolf Biermann, en novembre dernier.

Les flics ont cherché à arrêter les protestataires, mais cela n'a fait que décupler leur colère. A un millier, ils ont manifesté leur haine du régime social-fasciste en criant des slogans : «A bas les flics !», «Liberté !», «Les Russes dehors», et en lançant des projectiles contre les for-

ces de l'ordre. Celles-ci sont alors intervenues brutalement en matraquant les jeunes manifestants et en excitant contre eux des chiens policiers. Il y aurait eu plusieurs dizaines d'arrestations.

Ce n'est pas la première fois que les autorités de Berlin-Est lancent leurs flics contre les jeunes. En 1969, la fête nationale avait déjà été marquée par des incidents analogues. Et depuis, la jeunesse et l'ensemble de la population ont encore plus clairement conscience, qu'en RDA, ce n'est pas un régime socialiste, mais un régime fasciste imposé par le Kremlin. L'explosion spontanée de colère qui s'est transformée aussitôt en une manifestation politique contre le régime, montre une fois de plus que ça bout dans la marmite est-allemande.

• Proche-Orient

L'OLP réaffirme sa position



La riposte palestinienne : renforcement de l'unité et intensification de la lutte armée.

Les premières réactions palestiniennes au projet américain sur la reprise de la Conférence de Genève sont nettement hostiles, le projet en question refusant de reconnaître l'OLP comme le représentant unique du peuple palestinien. Washington a, en effet, la prétention de faire représenter les Palestiniens à Genève par des maires cisjordanais aux côtés de personnalités de second rang de l'OLP.

La position de cette dernière ne sera rendue officielle qu'après la prochaine tenue du Conseil national palestinien, mais l'un de ses porte-paroles a déjà accusé les USA de chercher à «diviser le peuple palestinien en gens de l'intérieur (des territoires occupés) et gens de l'extérieur... Ils cherchent à séparer le peuple de ses dirigeants... Notre réponse doit être : non à la reconnaissance de l'Etat d'Israël !... Quiconque se réconcilie avec l'ennemi et le reconnaît sera évincé».

La Syrie, de son côté, a fait savoir qu'elle refuserait catégoriquement de se rendre à la Conférence de Genève sur le Proche-Orient si l'OLP en est exclue.

Sécurité européenne

Les silences de Belgrade

Peu de choses filtreront dans la presse cette semaine sur les travaux de la Conférence de Belgrade qui se poursuivront à huis-clos.

Les peuples intéressés n'auront ainsi droit à aucune information sur ce qui se trame au nom de leur intérêt. Ce silence se prolongera jusqu'au 17 octobre, date à laquelle des commissions se réuniront par thèmes : sur la sécurité en Europe, la coopération, les droits de l'homme, le problème de la Méditerranée et celui des développements éventuels à donner à la conférence.

Les premiers jours de la conférence ont été dominés par des discours encore plus emphatiques et optimistes qu'à l'accoutumée. URSS et USA ont notamment fait assaut de bonnes

paroles, au détriment de la question à des droits de l'homme, qui n'a été abordée cette fois-ci, que de façon très discrète.

Aux USA, le courant qui prêche l'apaisement en direction de l'URSS a remporté récemment quelques points, notamment avec la publication d'un rapport des services de renseignements américains affirmant que le programme de défense civile de l'URSS ne la met pas en mesure de «gagner la guerre». Le gros de ce courant qui souhaite pouvoir commercer plus tranquillement avec l'URSS et les pays de l'est se regroupe actuellement autour du «presidential Review Memorandum 10» des USA. Ce memorandum a été révélé par la publication dans le «Washington Post» du 3 août dernier d'un article intitulé : «accepter

la défaite en Europe» qui propose en cas d'offensive soviétique en RFA, d'abandonner discrètement un tiers du territoire de l'Allemagne de l'Ouest pour se retrancher sur la ligne de défense Weser-Lech afin de ne pas augmenter le budget américain de la défense. Sur ce tiers de territoire stationnent 75% des forces terrestres de la RFA. Selon les affirmations du quotidien américain, cette orientation aurait été tout à fait approuvée par Brzezinski, assistant de la Maison blanche pour les affaires de la sécurité nationale. Voilà qui témoigne éloquentement de la confiance que les peuples européens peuvent accorder au parapluie de l'impérialisme américain dans la rivalité qui oppose les USA au social-impérialisme de plus en plus agressif.

• Zimbabwe

Pendant que s'enlisent des négociations dont l'unique objet est d'éviter les véritables questions, la guerre populaire remporte de brillantes victoires.

Au cours des deux derniers mois, les forces armées de Ian Smith ont ainsi perdu 600 soldats tués par les patriotes africains. Un millier d'autres a été blessé. Deux hélicoptères et un avion ont été abattus et plusieurs ouvrages et lignes ferroviaires endommagés.

• Vietnam

Tous les soins médicaux (qu'il s'agisse de frais pharmaceutiques ou chirurgicaux) seront désormais gratuits pour l'en-

semble de la population vietnamienne. Cette décision vient d'être prise conjointement par le ministère de la Santé et celui des Finances. Tous les frais d'hospitalisation seront pris en charge par l'Etat.

• Colombie

Lors de la dernière grève générale qui eut lieu au mois de septembre, la répression fut terrible : 14 morts, près de 300 blessés, plus de 3 000 arrestations. Pourtant, les luttes se poursuivent. Les employés du secteur bancaire ont décidé une nouvelle grève nationale à partir du 17 octobre. Cette grève qui doit durer huit jours concerne cinq banques. Environ 14 000 travailleurs doivent y participer.

Ces grèves sont interdites par le gouvernement qui considère le secteur bancaire comme un service public.

Quant à la grève dans les usines pétrolières, elle ne sera levée que lorsque toutes les revendications seront satisfaites, la plus importante de celles-ci concerne la réintégration de 34 travailleurs renvoyés à l'occasion de la grève nationale générale du 14 septembre dernier.

• USA

Soixante-trois bateaux sont bloqués dans des ports de la côte Est des Etats-Unis en raison de la grève de 50 000 dockers déclenchée il y a une semaine. Ils revendiquent

des garanties sociales et la sécurité de l'emploi, remise en cause par l'automatisation accélérée de la manutention du fret maritime. Cette dernière a déjà entraîné la suppression de plus de 28 000 emplois dans la région de New-York au cours des 20 dernières années.

Cette grève est particulièrement gênante pour les capitalistes de la Nouvelle-Orléans, deuxième port des Etats-Unis, où seulement 25 % de la manutention est automatisée. Les grévistes de la Nouvelle-Orléans ont refusé de se plier à la demande des dirigeants du syndicat des dockers de limiter leur mouvement au fret pour «containers» comme dans les autres ports.



● Corbeil-Essonnes Torturés par les flics

« Ils me filent un grand coup de poing dans le foie et me demandent après : t'as pas mal au foie ? »

Voici ce qu'ont raconté à une correspondante de notre journal deux jeunes du quartier des Tarterets, à Corbeil.

« Samedi 1er octobre, nous étions à une boum à Ponthierry. Il paraît qu'il y a eu une bagarre, à la suite de laquelle un gars aurait été blessé. Un patron de café appelle une ambulance. Elle arrive avec des flics - en petit nombre -, ils croyaient qu'il s'agissait d'un accident de la route. Un gars aurait bousculé un flic, une bagarre éclate alors.

« Les flics nous tapent avec leurs menottes, faute d'avoir leurs matraques. Ils embarquent quatre gars. Un a été relâché.

« Dimanche matin, vers 8 h 30, les flics arrivent chez nous pour nous arrêter. Ma mère va ouvrir la porte, celle-ci une fois entr'ouverte, les flics entrent en force chez moi. Ma mère demande des explications, les flics lui répondent : "ce n'est pas la peine pour un batard pareil". Ils me mettent les menottes. A moitié habillé, j'ai eu juste le temps d'enfiler mes chaussures, sans les attacher.

« Pendant tout le trajet de Corbeil au commissariat de Ponthierry, ils me frappent l'oreille sans arrêt. Maintenant je suis sourd d'une oreille ».

« LA BASTON COMMENCE ALORS »

« On arrive à Ponthierry, mes poignets saignent, mon dos aussi puisqu'ils m'avaient mis les menottes dans le dos et qu'ils me traînaient. La "baston" commence alors ! Les flics disent que nous avons participé à la bagarre. Nous rejetons cette accusation. Ils nous courent autour d'une table. Ils nous rattrapent enfin, évidemment !

« Ils balancent un copain contre une porte tellement fort qu'il en tord la poignée avec ses côtes. L'interrogatoire commence... »

« Ils nous obligent à nous mettre torse nu et à retirer nos chaussures, ce qui leur permettra de nous marcher sur les pieds.

« Moi, j'ai dû faire une déposition à genoux !

« Ma mère téléphone alors. Le flic lui répond : "on le frappera pas, il fait sa déposition puis il est libéré". Le téléphone une fois raccroché, il me file des baffes et me dit : "tu vas plonger" ».

SANS BOIRE, NI MANGER

« Après l'interrogatoire, ceux qui avaient été arrêtés le samedi soir et nous le dimanche, on est réparti entre les prisons de la gendarmerie de Ponthierry, de Melun, de Châtelet.

« On est en garde à vue pour 48 heures. Pendant 48 heures, on est deux par cellule, sans boire, sans manger, sans fumer et sans chaussures.

« Les flics nous font sortir pour nous prendre en photo, de face et de profil. Ils me disent "t'as intérêt à dégarer tes cheveux, sinon on les coupe". A un copain qui demandait s'il pouvait manger, ils répondent : "t'as pas besoin de bouffe".

« Ils nous obligent à nous déshabiller complètement et relèvent tous les signes particuliers : cicatrices, grains de beauté, etc... Ils prennent un copain à part, lui tirent sur le sexe et lui disent : "dis que t'es un pédé".

« Ils me filent un grand coup de poing dans le foie et me demandent : "t'as pas mal au foie" ».

« UN COPAIN LES A TRAITÉS DE FASCISTES »

« Les flics nous obligent à signer une prolongation de garde à vue de 24 heures et un papier comme quoi on n'a pas besoin de médecin.

« A 14 h, c'est le Parquet !

« Devant le juge d'instruction, ils nous ont retiré nos menottes. Quatre sont encore en tôle. Nous, quatre autres, nous sommes en liberté provisoire. Nous allons passer en correctionnelle pour coups et blessures, et rébellion : un copain les a traités de fascistes. J'ai fait faire un constat médical et je suis en arrêt de travail pour 19 jours. Je suis sourd d'une oreille ».

Ce jeune et sa famille veulent porter plainte. Mais pour que la plainte soit efficace, il faut 100 000 anciens francs. Ni lui, ni sa famille ne disposent d'une telle somme.

Amis lecteurs, vous pouvez les aider en envoyant de l'argent au journal et soutenir ces jeunes dans leur juste combat contre les traitements fascistes qu'ils ont subis.

La suspension de la venue des familles de travailleurs immigrés en France

UNE GRAVE ATTEINTE AUX DROITS ELEMENTAIRES

Le 27 septembre dernier, Stoléro, secrétaire d'Etat, annonçait trois mesures discriminatoires vis-à-vis de nos frères immigrés : arrêt de la délivrance de toute nouvelle carte de travail, extension du million de centimes pour « l'aide au retour », suspension de toute introduction des familles des travailleurs immigrés résidant en France.

Le gouvernement français refuse ce droit élémentaire qu'a tout travailleur : celui de pouvoir vivre avec sa femme et ses enfants. Avant le 1er octobre, qui est la date de mise en application de ces mesures, les conditions étaient les suivantes : pour faire venir sa famille en France, tout travailleur immigré devait faire une demande de regroupement de famille auprès de la préfecture, de l'Office national d'immigration. Pour que sa demande ait une suite favorable, il y avait au préalable une enquête sociale du logement qui devait répondre à des critères sévères. Ensuite, le résultat de l'enquête passait par la MAIRIE qui devait donner son accord.

Et maintenant, que feront les travailleurs qui ont cherché un logement décent pour accueillir leur femme et leurs enfants, qui ont économisé pendant des mois pour se procurer des meubles, qui ont déjà payé des arrhes et le loyer et qui apprennent maintenant que c'est impossible, que la famille ne pourra plus venir ? Tel ce camarade marocain qui, depuis des années, attend de l'Alsthom, à Saint-Ouen, un logement suffisant pour faire venir sa femme et qui, au moment de l'obtenir, perd tout espoir à cause de l'interdiction gouvernementale.

LES MAIRIES PCF N'ONT PAS LES MAINS BLANCHES

Le gouvernement fait des pressions odieuses sur la vie privée des immigrés, les expulse. Mais il a aussi le soutien de ceux qui se prétendent « les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière » : les municipalités de « gauche ».

Par exemple, dans le département de la Seine-Saint-Denis (93) notamment, les mairies PCF refusaient tout nouveau dossier d'introduction des familles d'immigrés, même s'ils faisaient

état d'un logement suffisant. Tout cela sous le prétexte raciste du seuil d'immigrés à ne pas dépasser. Ils n'étaient et ne sont pas mieux servis que dans des communes de « droite ».

Et comme ils ne votent pas...!

La section CFDT d'Alsthom Saint-Ouen, qui est intervenue à de nombreuses reprises contre les mesures discriminatoires de municipalités PCF, cite aussi l'exemple de Colombes, dans les Hauts-de-Seine :

« L'été dernier, un camarade algérien a failli voir sa famille expulsée (sa femme et ses quatre enfants) à cause du refus de la mairie. Réponse d'un adjoint au maire à une délégation CFDT, accompagnant le travailleur : « Non ! il y a trop d'immigrés à Colombes, ils doivent aller loger dans des municipalités de droite, ils

coûtent cher à la municipalité ! ».

« Le camarade avait été obligé, pour éviter l'expulsion, de déménager en catastrophe, à Asnières.

Ces pratiques administratives racistes doivent cesser ! Quels qu'en soient leurs auteurs !

« La solution N'EST PAS de se mettre CONTRE les travailleurs immigrés en leur refusant la venue de leurs familles, MAIS DE LUT-

TER AVEC EUX et AVEC tous les travailleurs pour IMPOSER au patronat et au gouvernement de payer le prix nécessaire à l'accueil de l'immigration familiale.

Le jeudi 13 octobre
MEETING organisé par
l'URP-CFDT contre
LES MESURES DE
STOLERU
à 18 H à la bourse du
travail (à côté de
République

Solidarité avec les emprisonnés corses



Pour soutenir les militants corses emprisonnés, vous pouvez leur écrire aux adresses suivantes :

- José Stromboni, numéro 5189440. Division I, cellule 14, prison de la Santé, 75014 Paris.
- Jean Nicolai, nu-

méro 668415, première division, cellule 351 B, prison de Fresnes (94261) 1, avenue de la Division Leclerc.

- Serge Cacciari : quartier politique, numéro 3115, centrale de Melun, BP 106, Melun (7701).

Rassemblement national du 6 novembre

« OCTOBRE AUJOURD'HUI »

Avec nos frères immigrés

Le 21 juin 1973, le groupe fasciste « Ordre nouveau » organisait un meeting contre « l'immigration sauvage ». La police de l'Etat bourgeois les protégeait. Mais cela n'a pas empêché les flics et les fascistes de recevoir une correction. Ce n'était pas la première campagne raciste, loin s'en faut.

Depuis lors, la collusion ouverte fascistes-police ne s'est jamais démentie, et les attentats racistes sont restés impunis dans la plupart des cas. Et quand bien même ils sont jugés, la vie d'un immigré ne vaut pas cher : celle de Djellali, assassiné à la Goutte d'or, valait 45 000 F. Et encore au procès du raciste assassin, c'est l'assassiné qu'on a présenté comme un voyou. Quelle belle justice impartiale et démocratique.

De circulaire Fontanet (qui prévoit l'expulsion des immigrés n'ayant pas de carte de travail et de carte de séjour) en circulaire Stoléro, c'est la même logique que l'on retrouve. C'est la logique du capital, attiser le racisme, diviser les ouvriers entre eux pour régner, jeter les immigrés à la rue et hors

du pays, comme de vieux objets qui sont devenus inutiles et encombrants. La crise a ses nécessités, et profit fait force de loi.

Mais la haine raciste savamment entretenue par les discours incendiaires de Barre, Stoléro ou de Minute, engendre la révolte.

Les ouvriers immigrés ne sont pas des bêtes de somme ; leurs luttes ont pris un essor considérable depuis la circulaire Fontanet. Ils se dressent contre l'exploitation, la misère, les foyers casernes.

De la lutte des foyers Sonacotra à celle des nettoyeurs du métro, en passant par celle des éboueurs parisiens, les immigrés ont prouvé leur grande maturité politique. A ces occasions, ils ont mis sur pied soit un comité de coordination comme à la Sonacotra, un comité de grève comme aux nettoyeurs du métro, réalisant l'unité à la base avec leurs camarades français.

Qui n'a pas d'exemple de la solidarité de lutte entre travailleurs français et immigrés, comme à Thémor-Orléans ou ailleurs. Raison de plus pour que la bourgeoisie renforce

sa répression contre les immigrés, raison de plus pour que notre solidarité militante s'accroisse. A chaque fois qu'un immigré est battu, expulsé, assassiné, c'est l'un d'entre nous qui est battu, expulsé, assassiné. Et à chaque fois nous devons résolument aller de l'avant et soutenir le plus possible nos frères immigrés.

Un seul exemple pour le prouver : il existe en France, à Marseille, une prison clandestine, la prison d'Arenc. Notre presse s'est déjà fait largement l'écho pour l'interdire, mais cela ne suffit pas ! Cela ne saurait suffire. C'est dans toute la France, dans toutes les usines, dans tous les quartiers que nous devons nous battre pieds à pieds pour son interdiction. C'est un devoir internationaliste. Nous ne devons pas nous y dérober.

De toutes ces luttes, ces victoires, nous devons en rendre compte, et le 6 novembre ne sera qu'une occasion de plus mais qui doit être préparée activement partout et par tous.

Plus que jamais notre mot d'ordre est Français-immigrés, une seule classe ouvrière !

● Pays-Basque PRECISION

Un lecteur basque nous signale que la photo publiée à la une de notre édition du 4 octobre est celle du prince Carlos Hugo de Borbon y Parma, leader du Parti carliste. Nous ignorions ce fait quand nous avons repris cette photo du journal basque « En bata ».



MAIRE S'INQUIETE

Désarroi et irritation chez les dirigeants de la CFDT... Voilà ce qui ressort de la réunion du Bureau national de la CFDT ainsi que des multiples interventions devant la presse de Jacques Moreau et Edmond Maire. Au cours de cette réunion, la direction CFDT a pris la décision de rencontrer chacun des partis de «gauche» : PCF, PS, MRG, PSU. Afin, dit-elle, d'exprimer l'opinion des travailleurs.

En fait d'opinion des travailleurs, il s'agit de la peur qui saisit ces messieurs devant le rejet de plus en plus prononcé des partis de «gauche» par les travailleurs, les syndicalistes : «Un des plus graves dangers actuels, c'est chez les travailleurs une certaine forme d'apolitisme et une critique très négative des appareils politiques et de la politique elle-même» (conférence de presse de J. Moreau le 7/10). Pour Jacques Moreau, le rejet de la politique bourgeoisie, c'est de l'apolitisme.

De l'aveu de ces messieurs, le courant de lutte de classe, qui rejette le réformisme et le révisionnisme, se développe aujourd'hui.

D'après J. Moreau («La Croix» du 6/10), au désarroi que provoquerait la désagrégation de l'Union de la gauche, «il faut ajouter une certaine irritation contre les partis de gauche. La tentation de l'anarcho-syndicalisme est toujours présente dans les rangs des militants, c'est un comportement de facilité et qui tourne souvent à l'irresponsabilité. Nous ne pouvons l'accepter».

La direction CFDT se trouve en difficulté, elle a lié son sort à celui de l'Union de la gauche, notamment avec sa plate-forme et se voit de plus en plus désavouée par ses militants. Quant à la diffusion de la plate-forme, elle ne mobilise pas les militants malgré les appels pressants de la confédération à utiliser cette «arme efficace».

Bref, Maire est en proie au désarroi et à l'irritation et tandis qu'il exclue les 26 postiers de Lyon, il va s'adresser aux partis bourgeois de gauche pour leur faire part de son inquiétude.

Vis-à-vis du PS, Maire lance des appels pathétiques pour que Mitterrand s'attaque plus aux mécanismes de domination du capitalisme car le PS «n'a pas encore pu conquérir une confiance dans la classe ouvrière».

Voilà l'essentiel dans la position de la direction CFDT. En même temps, Maire se démarque du PCF dont il souligne la démagogie hypocrite : «Le PCF reprend notre revendication de rétrécissement de la hiérarchie des salaires mais continue à défendre les professions libérales».

Bref, les révisionnistes et les réformistes sont dans l'embarras, la situation est bonne pour les travailleurs.

La plate-forme CFDT, malgré la reprise de certaines revendications justes des masses, n'est finalement qu'un appendice du Programme commun (voir l'introduction de Maire, les comités pour l'emploi et le pouvoir dans l'entreprise nationalisée, frère jumeau de la gestion démocratique). Cette plate-forme, il faut oser la combattre.

Alors que Ceyrac se réjouit, il «n'a jamais connu un automne aussi tranquille», les confédérations organisent l'inaction au profit de leurs combinaisons bourgeoises.

Oser dénoncer les lignes révisionniste et réformiste, organiser la lutte contre les attaques du capital, telles sont nos tâches aujourd'hui. C'est ainsi que nous construirons un mouvement syndical indépendant des partis bourgeois.

• Spli — Rennes

1 million pour être chômeuses Les ouvrières disent non !

La SPLI, entreprise d'habillement (maillots de bain, soutien-gorge...) emploie environ 1 500 ouvrières à Rennes, Fougères, Saint-Brice-en-Cogles et Ploërmel dont 700 à Rennes.

Depuis 3 ans, l'embauche est bloquée, et en 76, il y a eu 169 «départs naturels», c'est-à-dire provoqués par les bas salaires (environ 1 600 F par mois) et des cadences infernales.

Les sept dernières ouvrières à domicile ont été licenciées. Les commandes sont au plus bas, ce qui n'empêche pas le patron d'accélérer les cadences, et les stocks grossissent.

Pour la direction, il faut assainir la situation en évitant un licenciement collectif qui, dans une région déjà très touchée par le chômage, provoquerait certainement une riposte des ouvriers.

Première manœuvre des patrons : offrir un million pour partir. Ils espèrent ainsi appâter des ouvrières qui touchent des salaires de misère et qui, pour la plupart, n'ont jamais eu une telle somme disponible. C'est sûr que ça en arrangerait pas mal de pouvoir joindre temporairement les deux bouts. Mais après ?

La section CFDT de Fougères et Saint-Brice a calculé que ce million ne représente que 52 F de plus que l'ensemble des indemnités de licenciement prévues par la loi, pour un salarié gagnant 2 100 F par mois et ayant 15 ans d'ancienneté.

A Rennes, tandis que le CE, composé des anciennes déléguées CGT vendues au patron, a voté pour cette mesure, les ouvrières et la section CGT (seul syndicat présent) refusent en masse cette offre : «une carotte au bout d'un bâton». Ailleurs aussi, c'est le refus.

Ainsi, il y a de l'argent pour licencier mais pas pour augmenter les salaires !

Deuxième manœuvre des patrons : le transfert de 200 ouvrières à Château-Giron, à 15 km de Rennes, et plus tard dans d'autres locaux de la périphérie.



L'usine Saint-Brice en Cogles, des conditions de sécurité réduites au maximum.

Là encore, les ouvrières ont riposté : comme le dit un tract de leur section CGT «l'ensemble des ouvrières sont conscientes que le jour où elles seront divisées en petites unités, la défense de leurs intérêts sera plus difficile... On veut nous forcer à partir en voulant nous installer dans des locaux où les conditions de travail, de vie, d'hygiène, de sécurité seront réduites au maxi-

mum».

De plus, ça poserait des problèmes pour le transport, pour la garde des enfants, donc tout pour favoriser les démissions. En plus du million et de la dispersion des ouvrières, le patron accentue la répression : interdiction de lire les tracts sur les chaînes, surveillance dans les toilettes, changements de poste pour faire sauter la prime de rendement, convocations chez le patron avec pressions pour prendre son compte.

Mais l'esprit n'est pas à

te du dépôt des candidatures.

Les marxistes-léninistes, à la SPLI, développent l'unité à la base et dans l'action sur le mot d'ordre «Non à tout licenciement» tout en montrant que c'est la répression qui est responsable du chômage et qu'il faut l'abattre.

Cette ligne démasque les permanents révisionnistes qui luttent en paroles contre les licenciements en proposant comme remède «le développement et la modernisation de la production

française d'habillement, ce qui permettra de réduire les importations».

Quand le PCF dénonce les importations sauvages, ce sont celles de la Corée du Sud, Macao et Formose, évidemment pas celles de Hongrie ou de Pologne. Leur solution c'est la même que celle des patrons qui veulent rentabiliser pour maintenir leurs profits.

• Répression contre les travailleurs sociaux

Sitôt dit, sitôt fait ; la mise en fiches commence. Ceci n'est pas une affirmation gratuite. C'est le cas pour les travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, travailleurs des centres de rééducateurs, etc.). Or, les travailleurs sociaux ont mené de nombreuses luttes depuis plusieurs années. On comprend la peur des bourgeois.

Le syndicat CFDT des Services d'action sociale, culturelle et de rééducation de Paris nous a fait parvenir un communiqué de presse dont nous citons les principaux extraits, communiqué dénonçant ce système de fiches.

«Sous le couvert du CTNERHI (Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations), le ministère de la Santé adresse aux directions des établissements de l'enfance inadaptée un questionnaire très précis concernant les éducateurs spécialisés.

«A l'insu des travailleurs concernés, ce questionnaire accumulera des renseignements nécessaires à un contrôle rigoureux de la vie professionnelle, et même de la vie privée de ceux-ci (...)

(...) «Cette initiative de fichage de la part du CTNERHI s'inscrit dans le projet gouvernemental de restructuration et de contrôle du secteur social.

«Les éducateurs spécialisés sont aujourd'hui les premiers touchés. Il est clair qu'après l'analyse des lois cadres l'ensemble des travailleurs sociaux sera rapidement concerné.

«Nous assistons à une nouvelle étape de la mise sur pied d'un Etat policier, qui se manifeste par les atteintes flagrantes aux libertés individuelles de plus en plus caractérisées.

«Tous les travailleurs sont concernés.

«A quand les interdictions professionnelles ?

Syndicat CFDT SAS CER

SOUSCRIPTION

«La répression, nous l'écraserons !»

Au fur et à mesure que la crise s'approfondit, la bourgeoisie se mobilise contre les ouvriers et les masses populaires.

Loin de se laisser endormir, les masses se révoltent et la bourgeoisie réprime. Tout le monde maintenant connaît la loi anticasseurs qui est appliquée systématiquement. Mais la répression est quotidienne, elle peut se faire au grand jour comme surnoisement. Cela va du licenciement de délégués syndicaux, comme aux Câbles-de-Lyon ou à Bourgogne-électronique, à l'agression physique par flics interposés, comme à Orléans ou à Chausson.

C'est aussi les arrestations arbitraires dans le métro, les expulsions de travailleurs immigrés, par exemple les 16 délégués des comités de résidents des foyers Sonacotra. La bourgeoisie tue aussi, pas systématiquement certes, car son pouvoir n'est pas

réellement en danger, mais elle tue à Montredon (Emile Poytes) ou à Épinal (Boyer). La bourgeoisie emprisonne aussi : Romain Le Gal pour reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France, Teisseyre, après Montredon, pour s'être opposé aux flics. Puis il y a les Basques, les Bretons comme Jean-Charles Denis, les Corses comme Cacciari, Stromboni. Et il y a les jeunes, comme à Corbeil, torturés par des flics sadiques dans des commissariats dont Peyrefitte et Marchais demandent qu'on les multiplie, etc.

Notre journal s'est fait l'écho de toutes ces luttes, mais il a fait plus, il a permis de les systématiser, de les diriger. Il a permis le déclenchement de campagnes débouchant sur de nombreux meetings et manifestations. Pour qu'il continue à le faire, il nous faut 60 millions avant le 31 décembre.

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE